

Rédaction - Administration :
2, rue Richard-Lenoir,
93100 Montreuil.

Tél.: 808-00-80 à 84.
Télex : PRENO A 211 628 F.

Edité par la SPN
(Société de presse nouvelle).

Directeur de la publication : Alain Bobbio.
Numéro de la Commission paritaire : 46722.
Imprimé par Rotographie.

rouge

JEUDI 8 JUILLET
1976

Moussa Konaté
devant
la Commission
d'expulsion

**18 DELEGUES
DES FOYERS
SONACOTRA
EXPULSES,
TOUS DOIVENT
RESTER !**

A 15 heures, Rien. Plus de trois cents personnes étaient rassemblées devant la Préfecture de Bobigny, pour accompagner Moussa Konaté, expulsé de France arbitrairement par Poniatoski et revenu pour passer devant la commission d'expulsion.

Le PCF en a fait une initiative sectaire. Ce n'est qu'aujourd'hui que la CGT a appelé à soutenir ce rassemblement conçu comme une opération uniquement PCF. Une manifestation s'ébauche aux cris de « *Moussa doit rester!* ». Mais un certain nombre de camarades du Comité de coordination présents lancent « *Tous doivent rester!* ». En effet, 18 délégués ont été expulsés. En ne prenant la défense que du seul Moussa Konaté qui est communiste, le PCF a pris la lourde responsabilité de diviser le soutien. Puis on entend « *Vive le comité de coordination* ». Les militants du PCF hésitent puis lancent le fameux « *Union, action, programme commun* ».

Une banderole de la CGT-Renault Billancourt est révélatrice. Elle proclame : « *Non aux expulsions soutien à Moussa Konaté* ». Pourquoi lui seul ? Pourquoi ne pas les défendre tous ? Puis Jean Dréan, responsable de la CGT, intervient pour apporter le soutien de la CGT à tous les expulsés. Après lui, un responsable local du PCF terminera sur une note sectaire en ne prenant la défense que du seul Moussa-Konaté. A 15 h 30, ce dernier rentre dans la préfecture avec son avocat.

S'il passe devant cette commission, c'est parce que le Conseil d'Etat a déclaré arbitraire la première mesure d'expulsion prise par Poniatoski. Ce qui constitue un premier succès. Mais pourquoi le PCF refuse-t-il de défendre les autres délégués du Comité de coordination ?

Hier soir à la XII^e Chambre, le procès en appel de deux anti-fascistes de Levallois

LAHYANI ET MAZOUÉ LIBRES AUJOURD'HUI !

- *Agressés par des fascistes, ils avaient été condamnés à un an et huit mois ferme*
- *En appel, au lieu de la relaxe, le juge a prononcé une peine de 12 mois avec sursis, reculant devant la mobilisation, mais maintenant une condamnation où le sursis est une menace.*

Le procès Lahyani et Mazoué a commencé très tard du fait d'un empêchement d'un de leurs avocats. A 17 heures trente, enfin, les débats commencent devant une salle qui n'est pas pleine à son maximum, à cause d'un filtrage plus que sévère.

Après le rappel des faits, tels que les a vu le tribunal correctionnel, pour motiver son jugement, le Président annonce que le parquet a fait appel sur la relaxe des deux autres camarades, Mignat et Medouni, et demande leur condamnation au nom de la loi anti-casseur. Pendant l'interrogatoire des inculpés, Mazoué devait protester contre le fait que les armes avaient été amenées par les membres de l'UNI au commissariat, et contre le fait que ceux-ci aient pu se concerter avant de répondre à chaque question des policiers.

Le Procureur dans un réquisitoire improvisé devait essayer de justifier « l'action concertée » qui permet l'application de la loi anti-casseur, et réclamait, si le tribunal ne devait suivre cette voie, une condamnation des deux camarades relaxée en première audience, du fait « que leur présence même non active est une aide efficace », revenant ainsi en fait si ce n'est ne droit, à la loi anti-casseur.

Dans sa plaidoirie, M^e Comte devait littéralement en flammes l'acte d'accusation. Il soulignait d'abord que le dossier de police avait été fait en trois heures. Et protestant contre l'envoi contre devant la juridiction des flagrants délits : « le Parquet préfère recourir à une saisie qui exclue toutes les recherches, car cela ne pouvait que favoriser les thèses de l'UNI. Une procédure de flagrant

délit ne peut exister que tant qu'il y a une police au dessus de tout soupçon. Je dis que je n'ai pas confiance en le dossier construit en trois heures par la Police ».

Les avocats des trois camarades demandaient en conséquence une libération immédiate devant le manque de preuves et la partialité des dossiers de police.

Jean-Gilbert du Cap et Narval



**Le nouveau gouvernement
espagnol est formé**

lire page 2

Claudine B. torturée, violée par quatre hommes et une femme

LE TRIBUNAL CORRECTIONNEL DE MULHOUSE SE DECLARE INCOMPETENT

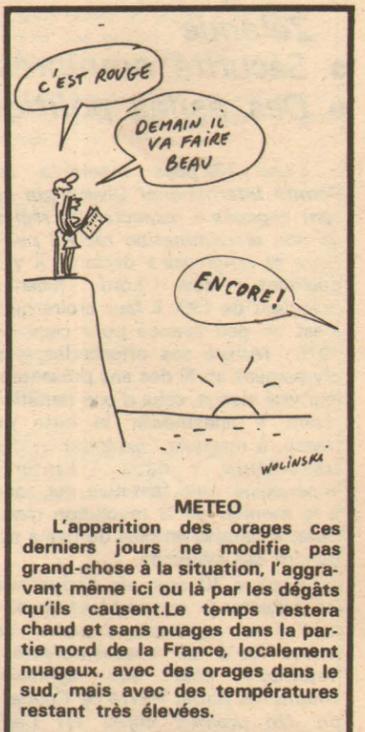
Le 8 avril, Claudine B., employée de maison chez M. Barbet était torturée par trois hommes et une femme (Bartélémy, Mico-leaux, Barbet, Durin des Roziers) pendant près de huit heures elle fut battue, violée, sodomisée, on lui fit subir le supplice de la baignoire, etc. On peut penser qu'il s'agissait d'une mise

en condition pour pousser la victime à la prostitution comme ses violeurs le lui proposèrent ensuite. Claudine sortait d'un foyer de jeunes filles inadaptées, le foyer St Claude.

Lors du procès, la directrice du foyer était présente, prête à témoigner que les proxénètes de la région tentaient

systématiquement d'amener les filles à la prostitution.

Les quatre tortionnaires étaient inculpés de coups et blessures. Hier le tribunal correctionnel s'est déclaré incompétent. S'ils ne font pas appel dans les dix jours, les violeurs comparaitront devant les assises de Colmar.



METEO
L'apparition des orages ces derniers jours ne modifie pas grand-chose à la situation, l'aggravant même ici ou là par les dégâts qu'ils causent. Le temps restera chaud et sans nuages dans la partie nord de la France, localement nuageux, avec des orages dans le sud, mais avec des températures restant très élevées.

L'ORDRE REGNE A CHAIX EN RETZ

La ferme du « Bois au Moines » à Chaix en Retz en Loire Atlantique. Un couple de paysans, Henriette et Armand Mouille ne voulaient pas en partir. Et pardi ! Ne travaillaient-ils pas cette terre depuis de nombreuses années.

Mais le travail et la propriété, ça fait deux, vous savez. La terre appartenait à un certain Rondineau ; le dit Rondineau a un fils, géophysicien, brusquement touché par la grace du retour à la terre ; il lui fallait le « Bois » et les Mouille pouvaient bien aller à la queue de chomage à Nantes ou de St Nazaire.

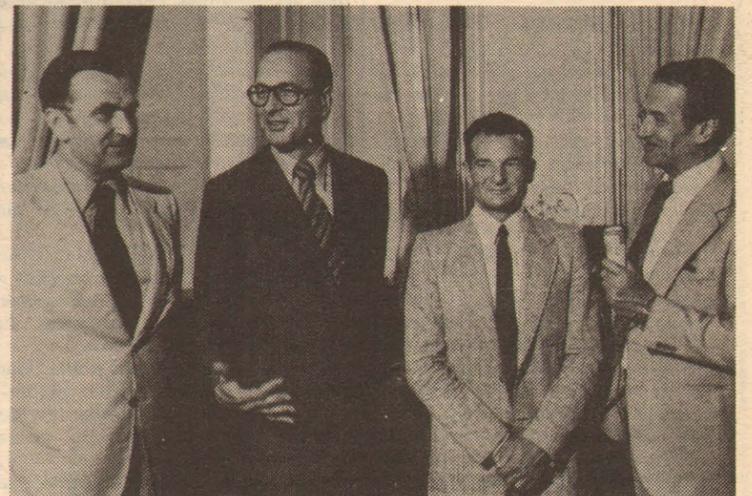
Ça s'appelle le cumul tout simplement. Aussi les paysans travailleurs, la FDSEA, l'UL-CGT, le Groupe Femme Agriculteur montaient-ils la garde autour de la ferme. Les gendarmes venus une première fois, avaient du rebrousser chemin.

Mais mardi, vers 18h, les hommes casqués sont revenus pour défendre le droit à la propriété. C'étaient des CRS : ils ont chargé et pris la ferme d'assaut.

Le préfet, homme d'ordre, a déclaré : « Cela créait un climat inadmissible à un moment où la gravité des problèmes des agriculteurs devraient faire taire leurs querelles »

Les Mouille ne sont plus agriculteurs.

NE M'APPELEZ PLUS « PEPE »



APPELEZ-MOI UAPépe

M. JACQUES CHIRAC qui recevait mardi en fin de journée ERIC TABARLY a demandé aux journalistes de ne plus appeler le célèbre navigateur « Pépé ». Le premier ministre a fait remarquer qu'il avait lui aussi 42 ans. En tenue décontractée ERIC TABARLY a précisé de son côté qu'il n'aimait pas beaucoup le surnom de « pépé ».

CANADA

L'opération Jeux olympiques bat de l'aile

LA TREVE SOCIALE EST MAL BARREE

- Le Canada ne veut pas de Taïwan « République de Chine »
- Les Etats Unis menacent de se retirer
- Les pays africains demandent l'exclusion de la Nouvelle Zélande
- Sécurité omniprésente dans le village olympique
- Des asiles politiques en perspectives

« Les 132 pays membres du Comité International Olympique se sont engagés à respecter les règles de non discrimination raciale politique et religieuse » déclarait il y a quelques mois Lord Killanin, président du CIO. Il faut croire qu'il s'est un peu avancé pour ceux de 1976. Malgré ses efforts les jeux olympiques au fil des ans présentent leur vrai visage, celui d'une tentative visant à anesthésier la lutte de classe, à masquer l'exploitation des travailleurs, dans l'intérêt impérialiste. Une tentative qui, face à la montée de la révolution mondiale, a de plus en plus de mal à atteindre ses objectifs.

Ainsi à 10 jours de l'ouverture les préparatifs ressemblent davantage à un gigantesque panier de crabes qu'à ce « rassemblement fraternel » cher aux cyniques émules du Baron Pierre de Coubertin. Un premier enjeu est l'admission ou non de Taïwan sous l'appellation de « République de Chine ». Le gouvernement canadien, organisateur des jeux, a fait savoir qu'il n'était pas question que les Taïwanais viennent à Montréal sous cette appellation. Ses rapports avec la République Populaire de Chine en dépendent. De l'autre côté les gouvernements impérialistes et consorts tentent de déjouer ce camouflet aux fantoches pro-US. Pour cela ils mènent la bataille en biaisant, se référant à des statuts selon lesquels « une in-

terférence politique ne doit en aucun cas être tolérée ». Parmi les jésuites en question se trouvent la plupart des directions de fédérations (ski, athlétisme, basket, etc...) et les comités olympiques des pays occidentaux.

Un qui, en tout cas, a bien saisi l'enjeu du problème est le représentant français, le Comte Jean de Beaumont, qui a déclaré : « je me dois de vous dire que si le Canada ne respecte pas ses engagements et si, malgré tout, les jeux se déroulent à Montréal, nos principes seraient reniés, nos règlements violés et notre mouvement irait à sa fin ». En clair, il ne faut pas céder sinon la fonction des jeux qui est de servir d'opium des peuples n'existera plus et chacun verra que le sport c'est aussi, et surtout, de la politique.

Un opium qui serait dissipé depuis longtemps si l'URSS et la Chine dans le cadre de leur politiques d'états n'avaient pas redonné vie au mythe du cirque olympique. L'URSS pour illustrer concrètement par la paix des stades les vertus de la « coexistence pacifique », la Chine dans le cadre de son affirmation internationale et de sa lutte contre « les superpuissances ». Avec dans les deux cas une fantastique sublimation du sport à un niveau de masse, moyen privilégié pour éviter de poser la question de sa fonction, celle de la productivité, de la notion de rendement ou de la sexualité.

Deuxième enjeu, la participation de la Nouvelle Zélande aux jeux. L'ensemble des pays africains de l'OUA ont décidé à l'île Maurice de demander au CIO d'exclure ce pays, qui a envoyé une équipe de rugby jouer en Afrique du Sud.

Comme on peut le constater, il y a de l'eau dans le gaz au sein du CIO et certains vont jusqu'à dire, sans le croire heureusement (ouf!) que ces jeux pourraient être annulés.

En attendant « dans la bonne humeur », on travaille désormais 24 heures sur 24 à finir de bâtir les installations (premier score : celui du nombre de travailleurs morts sur le chantier, 11 pour janvier 76, 4 pour mars, etc). Comme c'est la « trêve » sociale, on renforce les mesures de sécurité transformant le Village olympique pour les 11 000 athlètes en camp de concentration sous la protection de 14 000 flics en tous genres, barbelés, chiens policiers, lunettes télescopiques... Et comme on prévoit dans les moindres détails et que les jeux sont tout sauf de la politique, un service a été mis en place au cas où des athlètes demanderaient l'asile politique. Dans cette épreuve aussi, il faut s'attendre à ce que le record de Munich soit battu. Le nombre d'athlètes ayant demandé et obtenu l'asile avait été de 119. De là à dire que certains s'entraînent pour jouer « les filles de l'air » serait porter atteinte à « l'intégrité morale » du sport.

Frank Tenaille

OUGANDA

A propos d'un article de « Minute »

AMIN DADA, GRAND GUIGNOL AU SERVICE DE QUI ?

« T'as bonne mine, Amin. Tu l'as dans le baba, Dada ». « Je ne vous salue pas, Idi Amin Caca »... c'est dans « Minute » de cette semaine. Tout un article de cette envergure dans lequel l'humour de salle de garde des plumitifs de ce torchon bat les records habituels. On y était habitué et il n'y a pas à s'étonner de ces « finesses » coutumières des fascistes de l'Avenue Marceau. On ne s'étonnera pas non plus de ce morceau d'anthologie raciste : « Il est vrai qu'on ne saurait trop quoi faire de vous, Maréchal Bamboula, dont la peau d'ébène n'a d'égale que la noirceur d'âme. Sur le rocher du zoo de Vincennes, je suis sûr que même les singes vous manifesteraient leur mépris ». Cette pitoyable prose renvoie les auteurs aux poubelles de l'histoire.

En revanche, il serait trop simple de croire, même si la cible était facile, que ce genre d'ironie sur le fantoche Amin Dada ne demeure l'apanage des seuls tâcherons de l'extrême-droite. L'affaire d'Entebbe a fait les beaux soirs du café du commerce. Comment en effet ne pas se divertir des farces du pouvoir ougandais ?

Ceci dit, derrière les facéties (souvent criminelles) d'Amin Dada on oublie qui tire les ficelles. Amin Dada, ancien sous-officier de l'armée britannique c'est, dans le cadre des indépendances néo-coloniales, l'expression ultime de la marionnette déréglée. Ses jeux de quille dans l'ordre feutré des relations internationales sont l'œuvre d'un individu façonné par ses anciens colonisateurs auquel on a laissée quelques longueurs de bride pour en justifier l'autonomie.



Aussi chercher connaître le degré de dépendance du personnage par rapport à ses protecteurs (CIA - GB) relève d'un psychologisme hasardeux. Par contre souligner l'intérêt d'un tel pantin pour les bourgeoisies occidentales est fort nécessaire. L'opération des commandos israéliens illustre et il est peu intéressant de savoir le degré de consentement du président Ougandais. Que ce personnage ait été président en exercice de l'OUA montre enfin la réalité de la plupart des pouvoirs africains.

Ceci dit à ce jeu d'hommes de paille auquel on permet toutes les fanfaronnades (jusqu'à ce qu'il aille trop loin énié par son propre pouvoir) l'impérialisme risque de connaître un jour des déconvenues. Car les peuples africains ouvrent les yeux sur la réalité de leurs gouvernements. Une réalité granguignolesque qui renforce leur volonté de mettre à bas tous les liens de leur dépendance.

F.T

RFA

Quatre militantes anarchistes s'évadent d'une prison de Berlin

Quatre militantes anarchistes s'évadent d'une prison de Berlin

Quatre détenues anarchistes de la prison de Moabit à Berlin-ouest se sont évadées dans la nuit de mardi à mercredi. La police de la ville a déclenché une vaste opération de recherches qui s'étend à toute la République fédérale.

Les quatre évadées sont Inge Wieth (dont la libération était demandée par les pirates de l'air à Kampala), Gabrièle Rollnick, Juliane Plambleck et Monika Baerberich. Les trois premières sont soupçonnées d'appartenir au mouvement du 22 juin et d'avoir participé en février 1975 à l'enlèvement de Peter Lorenz, chef de la CDU ouest-berlinoise. Le « mouvement du 22 juin » est également accusé de l'assassinat de M. Guenter von Drenckmann, président de la Cour d'appel de Berlin-Ouest.

Monika Baerberich est accusée de vol à main armée dans des banques. Mercredi en fin de matinée, la vaste opération policière n'avait toujours pas permis de retrouver la trace des quatre évadées.

PEROU

Après les manifestations

LE PC EXCUSE LES MILITAIRES

500 000 travailleurs contre le gouvernement des généraux Morales-Bermudes et Maldonado et les hausses de prix au Pérou ; les militaires « progressistes » envoient leurs automitrailleuses et suspendent les garanties constitutionnelles pour rétablir l'ordre. Que croyez-vous que va dire le Parti communiste péruvien ? Une semaine après les événements, le Parti communiste péruvien, dans un communiqué de presse publié mardi, « dégage le gouvernement de toute responsabilité dans la crise économique qui atteint le pays et dans la hausse du coût de la vie. »

Le PCP justifie par ailleurs « les sacrifices demandés aux masses » et accuse la droite de vouloir utiliser la situation pour s'opposer au « processus révolutionnaire ».

C'était d'ailleurs sans doute pour accélérer ce « processus révolutionnaire » que le gouvernement du premier ministre Maldonado, après avoir dévalué la monnaie de 44 %, le 29 juin dernier, avait décidé une augmentation de 117 % du prix de l'essence (le transport par route représente un secteur déterminant de l'économie péruvienne), et des hausses de prix alimentaires. Ces hausses avaient provoqué les émeutes de jeudi dernier. Or, visiblement, les dirigeants du PCP n'ont pas dû trainer dans les rues de Lima,

ce jour-là, puisque le communiqué explique que « les travailleurs sont prêts à faire des sacrifices » ; le communiqué ne fait aucune allusion à la fermeture samedi dernier de l'hebdomadaire du PC, *Unidad* par les autorités militaires. L'amour est aveugle...

VIENT DE PARAITRE

• Dossier Sénégal
• Ethiope : interview du PPRP
• Jeux Olympiques : « Tais-toi et cours ! »
• Le système Sud-Africain



EN LUTTE

juin 76

511

N° 22

bulletin marxiste-révolutionnaire
afrique noire

ESPAGNE

LE NOUVEAU GOUVERNEMENT ESPAGNOL SERAIT FORME

Après plusieurs tentatives infructueuses d'intégrer des ministres réformateurs, qui ont tous déclaré forfait, le nouveau premier ministre Adolfo Suarez, serait finalement parvenu à former son gouvernement.

La nouvelle équipe serait formée d'une bonne proportion de ce que l'AFP appelle de « jeunes catholiques libéraux », liés à l'Union Démocratique, d'autres étant liés à la revue *Tacito*, sont censés donner la teinture « libérale » qui manquait au nouveau gouvernement. A noter que malgré le refus du chef de file de l'Opus Dei Gregorio Lopez Bravo, trois membres de l'Opus Dei participeraient au cabinet.

VOUS VISITEZ LONDRES ET ETE ?

Visitez la librairie de l'International Marxist Group
RED BOOKS
182 Pentonville Road
LONDRES N.1

(à quelques minutes de marche de King Cross Station). Vous y trouverez une très large sélection de publications marxistes : livres, magazines et brochures en anglais et dans d'autres langues ; livres et brochures sur l'Irlande, la lutte des femmes, la lutte contre le racisme ; vous y trouverez également la presse des autres organisations d'extrême gauche.

En visitant la librairie RED BOOKS vous entrez ainsi en contact avec les développements politiques en Grande Bretagne...

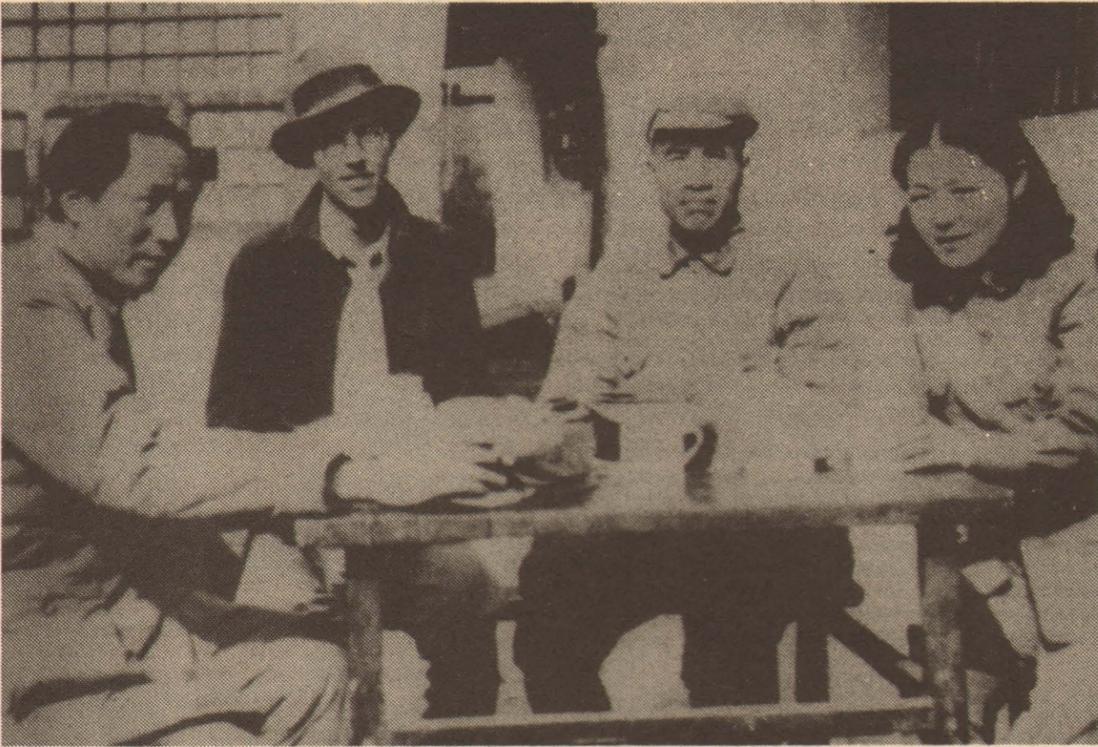
Et si vous ne visitez pas Londres, pourquoi ne pas nous demander notre catalogue ?

Après la mort du maréchal CHU TEH

Les mesures de sécurité ont été légèrement renforcées à Pékin après l'annonce du décès du maréchal Chu Teh. Le comité chargé de l'organisation des funérailles, regroupant les plus hautes personnalités civiles et militaires sous la direction de Mao Tse Toung, se préparent à recevoir plusieurs dizaines de milliers de personnes attendues à l'occasion des cérémonies officielles près de la place Tien An Men où seront vraisemblablement exposées les cendres du maréchal.

Celui-ci pourrait être remplacé dans sa fonction de président de l'Assemblée Nationale Populaire par Wu Teh, vice-président de cette assemblée et maire de Pékin.

Nous publions aujourd'hui des mémoires de Chu Teh recueillies par Agnès Smedley. Dans ces extraits, Chu Teh raconte sa rencontre avec Chen Du-Xiu et Chou en Lai.



Mao et Chu Teh vers 1930

LA CONVERSION D'UN SEIGNEUR DE LA GUERRE

CHU TEH RENCONTRE CHOU EN LAI A BERLIN

Les deux amis prirent le train et arrivèrent à Berlin vers la fin d'octobre 1922. Ils se rendirent aussitôt à l'adresse de Chou en Lai. Cet homme allait-il les recevoir comme des compatriotes ? Allait-il au contraire leur réserver un accueil froid et méfiant ? Leur poserait-il des questions insidieuses sur leur passé de militaires ? Chu Teh avait trente six ans. Sa jeunesse s'était envolée, laissant un homme vieilli et dénué d'illusions.

La porte de Chou en Lai s'ouvrit. Ils virent devant eux un jeune homme mince, d'une taille supérieure à la moyenne. Ses yeux brillaient et son visage était presque beau. C'était pourtant un visage mâle, sérieux et intelligent. Chu jugea qu'il pouvait avoir vingt cinq ans.

Chou était calme et réfléchi. Il y avait de la timidité dans la façon dont il reçut ses visiteurs. Il les pria de s'asseoir et leur demanda ce qu'il pouvait faire pour eux.

Chu Teh ne s'assit pas. Il se

planta devant ce jeune homme qui avait dix ans de moins que lui et d'une voix monocorde, raconta son passé. Il dit comment il s'était enfui du Yunnan et comment il avait cessé de fumer de l'opium. Il parla de l'entrevue avec Sun Yat Sen et du rejet de sa candidature par Chen Du-Xiu. Il expliqua qu'il était venu en Europe chercher un nouveau mode de vie pour lui et tenter de découvrir une nouvelle voie révolutionnaire pour la Chine. Il voulait maintenant faire partie du Parti Communiste Chinois de Berlin. Il travaillerait et il étudierait de toutes ses forces. Il ferait tout ce qu'on lui demanderait, sauf une chose : retourner à son ancienne vie qui se trouvait réduite en cendres sous ses pieds.

Debout devant lui, la tête légèrement inclinée, selon son habitude, Chou en Lai écouta attentivement puis il l'interrogea.

Quand les deux visiteurs eurent fait leur récit, Chou eut un petit sourire. Il leur dit qu'il allait les aider à se loger et faire en sorte qu'ils puissent être admis progressivement

dans le groupe de Berlin en attendant que leur candidature ait été acceptée en Chine. La réponse arriva quelques mois plus tard. Ils étaient tous deux admis comme membres du Parti Communiste. L'adhésion de Chu Teh ne devait cependant pas être divulguée.

Le général m'expliqua pourquoi le Parti avait agi ainsi : alors qu'il était général de l'Armée du Yunnan, il avait été un des tous premiers à adhérer au Kuomintang et le Parti Communiste pourrait par la suite le renvoyer au Yunnan. Bien que son appartenance au Parti Communiste ait été tenue secrète, Chu Teh me dit qu'il avait entièrement rompu avec son passé et la vieille société. Selon ses propres termes, il lui semblait avoir été soulagé d'un lourd fardeau. Il y avait alors en Allemagne des centaines d'étudiants chinois issus pour la plupart de familles riches. Autrefois il se serait peut être fait des amis parmi eux. Maintenant il les évitait et passait tout son temps à étudier avidement en compagnie de jeunes gens dont il aurait pu parfois être le père.

Le groupe de Berlin du Parti Communiste Chinois se consacrait presque exclusivement à l'étude. En plus des études qu'ils suivaient à l'université, ses membres tenaient trois réunions par semaine au cours desquelles ils étudiaient et disaient les problèmes de la révolution chinoise à la lumière du marxisme léninisme. Chu Teh assistait à ces séances comme un humble « postulant ».

Lorsqu'elles étaient terminées, il étudiait avec l'un de ses jeunes camarades. Ils lisaient ensemble la littérature marxiste qui avait été traduite en chinois : *Le Manifeste Communiste* et *l'ABC du Communisme*. Ils consacraient cependant la plus grande partie de leur temps au *Xiang Dao*, le « Guide » qui était en Chine, l'organe théorique officiel du Parti Communiste Chinois, et publiait des documents pour l'étude de la révolution chinoise et de ses problèmes. A la lumière de ces documents, les membres du groupe analysaient les luttes révolutionnaires de l'histoire de Chine. Chu Teh entreprit en outre d'analyser sa vie et ses activités passées. A la même époque, il se mit aussi à étudier l'allemand pour pouvoir être admis dans une université.

C'était une véritable course contre la montre. Il étudiait avec conscience et acharnement. Il faisait preuve envers lui-même d'une exigence forcée et maudissait la lenteur avec laquelle il assimilait cette nouvelle langue qui n'offrait pas la moindre ressemblance avec le chinois. Il se demandait parfois s'il n'était pas trop vieux. Peut-être avait-il quitté les bancs de l'école depuis trop longtemps. Peut-être avait-il été trop longtemps militaire. Il était désormais trop habitué à l'activité physique. C'était pour lui un supplice de rester des heures penché sur des livres comme pouvaient le faire les étudiants chinois qui n'avaient jamais interrompu leurs études.

LA RENCONTRE DE CHU TEH AVEC CHEN DU XIU

La rencontre de Chu Teh avec Chen Du-xiu(1)

Vint enfin la rencontre tant attendue avec Chen Du-xiu, le secrétaire du PCC. Il avait devant lui l'un des principaux chefs de la renaissance culturelle, un professeur célèbre, un rédacteur et un écrivain brillant, l'un des principaux organisateurs du PC. Chen avait 40 ans à l'époque. Il était vigoureux et décidé, attentif et réservé. Son visage était basané et marqué par la petite vérole. Il habitait une petite pièce austère du quartier de Zhabei près du quartier des Concessions. De cette petite pièce, il dirigeait l'activité du Parti communiste tout en organisant les syndicats clandestins.

Le souvenir de cette entrevue était pour le général Chu une source de conflits intérieurs dont il ne tenait pas à parler. Chu était arrivé chez lui plein d'espoir. Pour entrer au Kuomintang (2), il suffisait de poser sa candidature et il avait cru qu'il en irait de même pour le PC.

Froid et distant, Chen regarda ses visiteurs, surtout Chu, ce général de réputation douteuse. Dix longues années de pouvoir militaire durent soudain surgir devant ses yeux. Ce général venait d'une lointaine province de l'ouest où régnait un seigneur de la guerre. Pourquoi voulait-il adhérer au parti des pauvres ? Chu Teh sentit à nouveau

le désespoir l'envahir.

Chen Du-xiu lui expliqua qu'il fallait, pour devenir membre du parti, faire sien la cause des ouvriers et être prêt pour elle au sacrifice suprême. Un homme comme Chu Teh ne pouvait y parvenir qu'au prix d'efforts sincères et d'étude assidue.

Anéanti, Chu écoutait. Il venait de frapper à la porte de l'avenir et celle-ci refusait de s'ouvrir. Non sans tristesse, il décrivit les journées terribles qui suivirent :

« J'étais désespéré et ne savais plus que faire. Un de mes pieds était encore dans la vieille société tandis que l'autre ne parvenait pas à se poser dans la nouvelle. Les réfugiés de Yunnan qui affluaient à Shanghai ne pouvaient pas trouver de travail et n'avaient rien pour vivre. Tous les jours, ils me demandaient de l'argent. Mes explications

ne parvenaient pas à les convaincre que je n'avais pas vraiment fait fortune. Ils m'assiégeaient et me donnaient l'impression d'être un criminel. »

(1) Chen Du-xiu : Secrétaire général du PCC jusqu'en 1927, il appliquera la ligne criminelle de l'Internationale communiste stalinisée qui conduira à l'échec de la révolution de 1927 et au massacre du prolétariat et des membres du PCC. Désigné comme bouc émissaire par la direction stalinienne de l'IC, il est écarté du Comité central, sous l'accusation de « capitulationisme de droite ». Ayant lu les textes de Trotsky sur la révolution chinoise, il rejoindra, après avoir fait une autocritique sur la ligne suivie jusqu'en 1927, l'Opposition de gauche.

(2) Kuomintang : organisation nationaliste bourgeoise fondée par Sun Yat Sen dans laquelle les membres du PCC entrèrent sous l'impulsion de l'IC. Ils subordonnèrent toute politique indépendante du PCC au maintien de l'alliance avec le Kuomintang.

aux quatre coins du monde

Liban La résistance de Tell el Zaatar

La bataille de Tell el Zaatar est entrée dans sa troisième semaine. L'offensive engagée par les milices d'extrême droite n'a pu encore venir à bout d'une résistance d'autant plus acharnée que les exemples de la chute du quartier de la Quarantaine et du camp de Jisr el Pacha, les massacres alors perpétrés, laissent peu de choix aux défenseurs.

Le déclenchement d'une offensive de la gauche libanaise et de la résistance palestinienne dans le nord du Liban Chrétien a permis de décharger le front de Tell el Zaatar. Chekka est tombé aux mains des forces progressistes. Zghorta, ville natale du président Frangié, est menacée, de même que la principale station de radio du camp réactionnaire.

Pour stopper cette avance les unités syriennes sont intervenues aux côtés des chrétiens. Tripoli est menacé par une offensive qui peut se déclencher sous peu. Le port de Saïda, au sud de Beyrouth, a été bombardé.

La situation militaire est donc toujours extrêmement mouvante et aucune solution politique ne pointe à l'horizon.

ARGENTINE

Soixante Chiliens et Uruguayens exilés en Argentine ont entamé mardi une grève de la faim et réclament leur transfert dans un autre pays.

Ces réfugiés résident dans un hôtel du centre de la capitale et sont tous sous la protection du Haut commissariat des Nations Unies pour les réfugiés. Selon un porte-parole du groupe, ces exilés ne peuvent même pas s'établir en Argentine, faute de papiers d'identité.

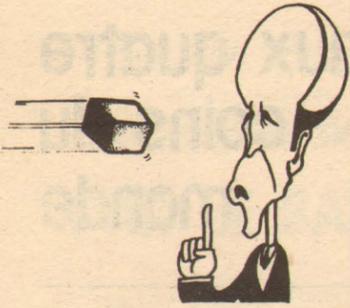
LIBERTE DE MOUVEMENT POUR LES REFUGIES ANTI-FRANQUISTES

Les cas d'expulsion de réfugiés politiques de leur lieu de résidence, se multiplient. Une fois de plus les accords entre Poniatowski et Fraga, en ce qui concerne la répression des réfugiés politiques espagnols en France, ont fonctionné.

Un jeune anti-franquiste, J. N., réfugié résidant à Toulouse depuis sept mois, a été convoqué par la police, le 7 juillet. On lui a communiqué qu'il avait deux jours de délai pour abandonner le département de Haute Garonne, avec en prime l'interdiction de séjour dans tous les départements frontaliers. La police ne lui a donné aucune explication pour cette expulsion arbitraire.

Collectif toulousain contre la répression en Espagne.

ACHETEZ ROUGE
TOUS LES JOURS
DANS LE MEME
KIOSQUE



notes politiques

L'AVEU D'UN AMIRAL MIS AU CHOMAGE

L'amiral Antoine Sanguinetti vient d'être chassé de l'armée sur décision de Giscard lui-même. Cette décision s'inscrit dans la continuité des réglemens de compte inaugurés, au niveau des états-majors, lors de l'accession de Giscard à la Présidence. Sanguinetti qui apparaissait comme le successeur probable de Joybert à la tête de la marine avait été écarté. Par la suite, il avait pris des positions de plus en plus critiques vis à vis de la doctrine militaire giscardienne, se rapprochant sensiblement des thèses du socialiste Henu. Récemment il a accordé une interview à *l'Huma-Dimanche* d'où se dégageait un assez large accord entre ses thèses et celles du PC sur le thème de l'indépendance nationale. Commentant son vidage, l'amiral a déclaré : « Je veux lutter pour la notion d'indépendance nationale d'abord, puis pour la non-politisation de l'armée, c'est à dire sa non-utilisation à des fins de politique intérieure. Je pense en effet que maintenant il existe des risques plus précis de voir utiliser l'armée à ces fins » ... Si c'est un amiral qui le dit...

Réforme du code électoral :

ENCORE UN COMPROMIS POUR L'UDR

La réforme du code électoral, pour laquelle le gouvernement avait demandé la procédure d'urgence, a enfin été votée par l'Assemblée nationale après maints rebondissements. Le groupe UDR, notamment, refusait la clause qui exigeait 15 % des suffrages exprimés à l'issue du premier tour pour pouvoir se présenter au second tour de toutes les élections. La loi actuelle ne fixait en effet la barre qu'à 10 %.

A l'issue de la réunion extraordinaire des députés gaullistes au Pré-catalan, hier après-midi, un compromis a été passé avec le gouvernement. Pour les élections cantonales, le minimum exigé reste 10 %. Pour les autres élections (municipales, législatives), le nouveau minimum est de 12,5 %.

De plus, l'Assemblée a voté le principe du découpage des villes de Toulouse et de Nice en secteurs pour les prochaines municipales. Cela permettra un plus facile charcutage afin d'éviter, particulièrement à Toulouse, une victoire de la gauche.

Un procès contre SOS médecins

Le procès des organismes privés d'urgence médicale

Dans la nuit du 8 au 9 février dernier à Ivry, un petit garçon de quatre ans et demi, Didier, ne va pas bien. Ses parents appellent SOS médecins, organisme privé d'urgence qui envoie le Docteur Krier. Après avoir prodigué les premiers soins, et devant la gravité du cas, le docteur Krier alerte le SAMU 75 (service d'aide médicale urgente, organisme public qui assure essentiellement la réanimation) qui fait suivre au SAMU 94. Lorsque l'équipe du SAMU 94 se présente, il est trop tard. L'enfant est mort.

Le professeur Huguenard, responsable du SAMU 94 reproche dès le lendemain par voie de presse et de radio à SOS médecins d'avoir mal porté secours à cet enfant et met en cause les services privés d'urgence qu'il accuse d'incompétence et de publicité abusive. Le praticien mis en cause ayant attaqué le Professeur Huguenard en diffamation, la 17^e chambre correctionnelle avait mis son jugement en délibéré jusqu'au 7 juillet.

SOS médecins est né de l'initiative du Docteur Lascar : un standard téléphonique tenu par des étudiants en médecine, quarante cinq médecins « volants », vingt véhicules équipés de feux clignotants, de radio-téléphone et d'un matériel d'urgence, beaucoup de publicité.

SOS médecins répond aux appels des malades comme à ceux des praticiens libéraux pour assurer les visites pendant absences, week-end, vacances, etc.

L'ordre a un peu rechigné pour la forme, surtout à cause du risque de concurrence déloyale vis à vis des praticiens libéraux, mais comme les médecins qui exercent à SOS médecins se sont engagés à ne pas avoir de clientèle personnelle, il a approuvé ce nouveau fruit de

l'initiative privée, l'AUMP (Association pour les urgences médicales de Paris), créé à l'initiative du très réactionnaire syndicat des médecins de Paris.

SOS médecins est en grande partie parasitaire par rapport au secours public : il a obtenu les autorisations pour avoir des véhicules spéciaux, pour faire appel s'il le faut aux ambulances de police secours. Son standard est relié aux commissariats et au standard du SAMU.

Le service public joue ainsi le rôle de roue de secours pour l'organisme privé, alors qu'il est déjà mal équipé en matériel et personnel.

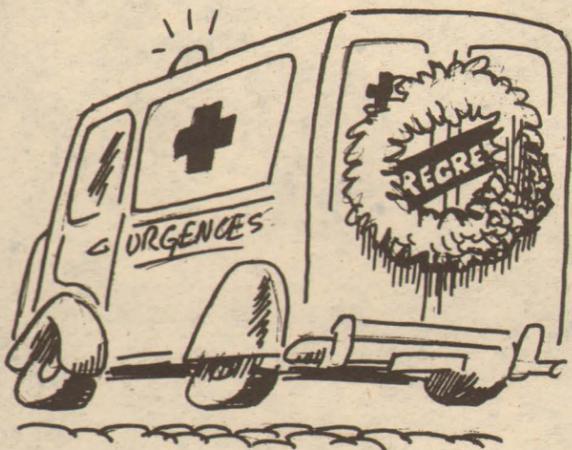
Car, et c'est sur ce point que la dénonciation du Professeur Huguenard a, quelque chose d'unilatéral, si les organismes privés prospèrent, c'est parce qu'ils se

nourissent de la misère du service public. Ainsi, les internes qui travaillent sur les ambulances du SAMU 94 sont payés 100 F les 19 heures de travail, 200 F quand ils sont titulaires du diplôme complet !

C'est ce procès là aussi qu'il faut instruire.

Les services d'urgence privés ne remplissent leur fonction que du fait du caractère anarchique de la médecine libérale. Ils contribuent un peu à l'atténuer, parce que les médecins sont d'accord pour l'exercice libéral, c'est à dire le paiement à l'acte, mais ne sont plus d'accord pour les nuits blanches et les week-ends annulés. SOS médecins est une béquille pour un système libéral en crise. La seule solution, c'est la création d'un service national public de santé.

M.V.



Avignon

L'EQUIPEMENT EPURE ?

Tentative déguisée de licenciement à la DDE d'Avignon contre un militant syndical CGT. Sur ordre de la préfecture, plus aucun contrat ne sera passé avec lui, ce qui équivaut à le renvoyer. Que lui reproche-t-on ? Officiellement, rien. Mais en coulisse la Préfecture invoque des activités politiques et une vie personnelle qui ne lui conviendrait pas.

L'action était aussitôt engagée : une pétition signée massivement par le personnel, montrait sa détermination à soutenir l'intersyndicale.

Celle-ci fonctionne quotidiennement en associant tous les militants qui désirent participer activement à l'action. Les réunions d'étage permettent au personnel de prendre en charge démocratiquement la lutte et de discuter des formes d'action. Un préavis de grève a été déposé.

Il a suffi de deux jours d'une telle mobilisation pour obtenir un premier succès. Le DDE décidait, juste avant la conférence de presse syndicale (hasard ?) de signer le contrat et d'accorder ainsi un délai de deux mois et demi. « Une victoire ? Non. Mais, c'est peut-être un acqui ; un premier recul » AFFIRMAIT LE RESPONSABLE CGT qui présentait la conférence de presse. C'est qu'en effet le même risque de se poser à la prochaine échéance de signature de contrat.

Les travailleurs sauront à nouveau placer l'action sur le terrain de la lutte contre la privatisation et pour les libertés syndicales, en refusant que le même problème soit posé à chaque signature de contrat, c'est-à-dire en exigeant l'intégration ou l'assimilation de ces personnels dans la Fonction publique.

Correspondant Avignon.

Procès Diab (suite)

LE BRIGADIER MARQUET IRA EN ASSISES

Après de nombreuses vicissitudes, le brigadier Marquet s'était présenté le 7 juin devant la Cour d'Appel de Paris qui devait statuer pour savoir s'il avait volontairement tiré et tué Mohamed Diab, dans un commissariat de Versailles.

Le tribunal a rendu son arrêt hier. Une surprise : le public était largement différent des précédentes séances ; la première fois, en effet, les flics étaient venus très nombreux pour soutenir leur collègue Marquet. Or, cette fois-ci, les camarades qui étaient venus soutenir Lahyani et Mazoué, lorsqu'ils ont appris que le procès ne se déroulerait qu'à 16h30, ont décidé d'assister au verdict du procès Diab.

Dans ses attendus, le tribunal déclare prouvé que Diab a tiré sur la bretelle de la mitraillette de Marquet, infirmant ainsi le témoignage de certains flics, qui avait soutenu que personne ne menaçait Marquet lorsqu'il avait tiré. Mais dans son arrêt final, la Cour reconnaît que la rafale de mitraillette a été volontaire. Il y a donc bien crime.

Marquet passera donc devant les Assises. Il tentera certainement de plaider la légitime défense, encouragé par les attendus de l'arrêt de la Cour d'Appel. Affaires à suivre.

ACHETEZ ROUGE TOUS LES JOURS DANS LE MEME KIOSQUE

CORSE

« Après tout, vous avez la mer ! »

Boues Rouges, scandale de la vinasse, la Corse a fait parler d'elle. Elle n'échappe pas, non plus, à un autre fléau, la promotion immobilière.

Nous avons reçu à ce sujet une lettre d'un camarade corse, qui est actuellement prisonnier à Metz.

En 1969, les sportifs ajiaciens apprennent que le stade Jean Lluís (seul terrain de la ville où peuvent évoluer les amateurs de ballon rond non licenciés) va disparaître au profit d'un promoteur (?). Des bruits courent, on apprend que le directeur de « Egé » -M. Torre- veut faire la « pige » à son collègue et voisin, le trop « hyper », Codec (1 300 m²) et construire un nouveau centre commercial sur l'emplacement du stade. Les jeunes du quartier ne l'entendent pas ainsi et s'organisent. Un « comité » pour la défense du stade Jean Lluís est créé (quasiment l'ensemble des organisations démocratiques y participent) sous l'impulsion des JC, ou plus particulièrement de la tendance marxiste-révolutionnaire qui animent l'association sportive et culturelle du quartier (et qui scissionnera quelques mois plus tard). Les promoteurs reculent. Il est décidé de rester vigilant et de maintenir le comité. Après la scission des JC, le PC prend la direction du mouvement (les élections !)

En 1971, le requin repasse à l'attaque. La riposte est immédiate. Les groupes corporatifs prennent position. Les commerçants sont furieux (pensez, une 3^e grande surface...). Les profs d'éducation physique réclament le stade au profit du sport scolaire. Torre recule une nouvelle fois.

En 1973, on n'entend plus parler du comité. Le PC lui a fait un sort (?). On démonte les gradins. Pas de réactions..., alors on continue, le chantier est ouvert, mais... ennuyeux ! Même sans organisation, les sportifs continuent l'occupation du terrain. Il n'y a pas de jour sans qu'il n'y ait de match entre jeunes de tous les quartiers. Les promoteurs sont patients. Ils laissent pourrir la situation. Après 7 ans de vigilance, il faut croire que le pourrissement a gagné. On reparle aujourd'hui d'un complexe commercial de 2 000 m² (tiens, les bruits se vérifient).

Où est le comité ? Que fait le PC ? Doit-on attendre la prochaine campagne électorale pour entendre à nouveau parler de « défense » ?

Dans cette affaire les responsabilités des stalinien, qui ont refusé de mener à la victoire un large mouvement populaire dont ils avaient la direction, sont lourdes. A moins que, tout compte fait, ils partagent l'avis du très gaulliste Comité (à l'époque, ministre de la jeunesse et des sports), lequel jeta à la face des profs d'éducation physique qui s'indignaient à propos des carences en matière d'installations sportives dans l'île ; « après tout, vous avez la mer » !

Clément Santamaria (prisonnier à Metz)

la justice ordinaire ? UNE JUSTICE PEU ORDINAIRE

Dimanche 4 Juillet à Bordeaux étaient convoqués devant le Conseil Régional de l'Ordre des Médecins, quatre médecins des Pyrénées Atlantiques qui, comme leurs trois confrères convoqués le 9 Mai, avaient refusé de payer leurs cotisations ordinaires 1975. Le premier groupe a été condamné à un blâme et au paiement des frais de justice (100F).

Le Conseil de l'Ordre ayant été sensible à la mobilisation qui s'était produite lors de la première comparution s'est précipité pour convoquer la deuxième charette et le temps alloué aux médecins incriminés pour présenter leur défense s'est vu amputé de plusieurs jours. Le 4 juillet, trois des quatre médecins se sont présentés au Conseil Régional de l'Ordre. Ils ont lu une déclaration qui avait déjà été faite lors de la précédente séance et dans laquelle il était demandé le passage des médecins en bloc et non individuellement, la levée du huis-clos et où était réaffirmée l'opposition de ces positions, les trois médecins sont sortis. Suprême mesquinerie, ils seraient jugés par défaut pour ne pas s'être pliés à la procédure !

ACCORD DANS LA PRESSE PARISIENNE

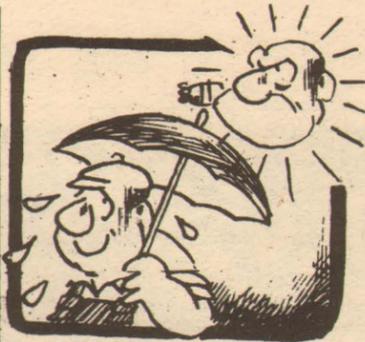
Un protocole d'accord sur les conditions de travail et d'emploi dans la presse parisienne, a été signé mercredi, en début d'après-midi, par une délégation de représentants de quotidiens parisiens et le Comité inter-syndical C.G.T du Livre.

Le protocole d'accord définit les conditions de réduction des effectifs et les garanties d'emploi accordées au personnel maintenu dans le cadre de la modernisation des procédés de fabrication et de révision des annexes techniques.

En ce qui concerne les ouvriers du Parisien Libéré, il précise qu'aucun embauchage n'aura lieu

dans les entreprises de la presse parisienne tant que le conflit n'aura pas fait l'objet d'un règlement négocié entre la direction de ce journal et la CGT.

Roger Bureau, secrétaire général du comité intersyndical a déclaré: «Nous attendions cet accord depuis plus d'un an. Il est d'autant plus intéressant, qu'il contient effectivement les moyens de mettre tout de suite en place le matériel moderne décidé par plusieurs quotidiens et les moyens de modifier progressivement les conditions de travail dans l'ensemble des imprimeries de presse, tout cela sans qu'il y ait de chômage ».



FAIT CHAUD ! A LA FNAC

Et quand il fait chaud, il vaut mieux moins travailler

La FNAC, 1 400 employés, un patron soi-disant libéral qui essaie d'entretenir cette image de magasin sympa, où il fait bon travailler.

Mais la FNAC, pour ceux qui y travaillent, c'est tout autre chose: pas de prime de vacances alors que la plupart des grands magasins l'ont; ce qui a entraîné il y a quinze jours, une grève à Etoile et Massy et des débrayages à Montparnasse et Chatelet; 315 F de prime pour juillet et 500 F, l'an prochain.

Une hiérarchie très accentuée où aucun vendeur ne gagne la même chose alors que nous effectuons le même travail.

Des conditions de travail qui n'ont rien d'enviable: un éclairage au

néon qui oblige pratiquement tous les travailleurs à porter des lunettes (d'ailleurs, la direction nous offre une paire de lunettes en rentrant), une climatisation qui fonctionne tellement bien qu'on gèle en hiver et qu'on crève de chaleur en été, surtout en ce moment...

L'an dernier, à Montparnasse, le personnel avait signé massivement une pétition demandant la réduction du temps de travail compte tenu de la chaleur.

Mais cette année, devant le refus de la direction de tenir compte des mauvaises conditions de travail, « c'est le lot de tous d'avoir chaud aujourd'hui » ou « la technique, on n'y peut rien », le personnel a débrayé. A tour de rôle, des

caissières, des vendeurs en librairie, l'ensemble du rayon disques sont montés voir la direction pour demander la réduction du temps de travail.

« La technique, c'est votre problème, pas le notre, nous ce qu'on sait, c'est que dans votre bureau, dans la tour Montparnasse, il fait frais, pourquoi pas dans les rayons, où nous ne sommes pas prêts à user notre santé pour la FNAC, s'il n'y a pas d'autre solution nous nous mettrons tous en congé maladie ».

Tout ceci a payé: une demi heure en moins le matin, une demi heure l'après midi et des pauses régulières pour les caissières.

Correspondants

LIBERTES DANS LES CENTRES FPA

Les grévistes du centre de FPA de Bayonne entament leur deuxième semaine de grève pour la levée des sanctions frappant 2 stagiaires, le changement du règlement intérieur, la liberté politique et syndicale, le droit d'être reconnu comme chômeur à la fin du stage, situation qui attend le stagiaire à la fin de celui-ci, les 100 % DU SMIC pour tous, le paiement intégral des heures de grève.

Au cours de celle-ci, les stagiaires ont élaboré collectivement un règlement intérieur qui réclame en particulier les libertés politiques et syndicales et des meilleures conditions d'hébergement avec

possibilité de mixité.

La seule réponse de la direction a été une réduction de la sanction envisagée et de se retrancher derrière son incompétence pour ne pas négocier.

Elle a appelé à sa rescousse le délégué régional AFPA qui s'est contenté de répondre aux nombreuses questions des stagiaires par des « oui et non », « je transmettrai », « je suis incompétent ». Bref, la direction tente de gagner du temps espérant faire pourrir la situation. Mais les grévistes ne l'entendent pas de cette oreille et comptent prendre des initiatives.

correspondant Bayonne

Opéra de Paris NOUVELLE JOURNEE DE NEGOCIATIONS

Les négociations à l'Opéra de Paris entre l'administration et les syndicats, dont l'échéance avait été fixée au 6 juillet par le premier ministre, se sont poursuivies hier toute la journée. Après avoir été reçu à l'Hôtel Matignon, M. Jean Salusse, président du Conseil d'ADMINISTRATION DE LA REUNION DES Théâtres Lyriques nationaux a en effet invité hier

matin, au cours d'une réunion, les syndicats à rencontrer l'administration afin que des solutions soient trouvées sur les points des accords, notamment l'aménagement des horaires de travail pour les danseurs. Les syndicats ont décidé de réunir aujourd'hui une assemblée générale du personnel.

AFP

Nouvelles Galeries de Clermont Ferrand LA GREVE CONTINUE MALGRE LA POLICE

La grève dure depuis 15 jours malgré les menaces patronales (il s'agit d'un certain Saint-Sauveur, ancien membre de l'OAS). Celui-ci, non content d'avoir entraîné 53 travailleurs devant les tribunaux, a eu recours à la police municipale pour faire respecter la « Liberté du travail ». Celle-ci a disloqué les

piquets mais les grévistes continuent à assurer une présence massive aux portes. Une première manifestation de soutien regroupant 800 personnes a eu lieu en ville et une autre se déroulait hier après-midi.

Correspondant Clermont.

Naphtachimie ECHEC AU RACKET GREVE DE L'ARGUS DE LA PRESSE PARLEE

La société Naphtachimie vient d'être déboutée et condamnée aux dépens. Elle réclamait 445 000 F à deux délégués syndicaux CGT et CFDT. Des piquets de grève avaient été installés durant une grève en mai 75. La direction prétendait obtenir le remboursement des sommes qu'elle avait payées aux non-grévistes; cette attaque anti-grève qui exigeait des « dommages et intérêts » pour un arrêt de travail est donc mise en échec. Pour les travailleurs de Martigues-Lavéra, il s'agit d'une victoire.

(AFP)

Depuis le 26 mars, les trois femmes de l'Argus de la Presse Parlée sont en grève. En face, un PDG, le Comte de Sauvan d'Aramon, qui répond: « Non, un point c'est tout ».

Mais le 18 juin, Monsieur d'Aramon est passé en procès pour atteinte aux libertés syndicales. Ce procès lui a été intenté par les trois grévistes de l'Argus au nom du Syndicat Parisien des Services CFDT.

Jugement: un médiateur de justice, Monsieur Marx, a été nommé pour organiser les négociations, vu le refus systématique de d'Aramon.

PTT (Paris-est)

Après une assemblée générale réunissant la plupart des travailleurs du transbordement, mercredi à 17 heures, ont décidé un débrayage immédiat pour protester contre la chaleur. En effet les travaux de transbordement s'effectuent sous une verrière. Avec le soleil qui frappe, inutile de faire un dessin. On dépasse les 40°. Une délégation syndicale CGT-CFDT-FO le matin n'avait rien donné.

Les postiers demandent quatre jours de récupération, des boissons fraîches et de l'eau comme Ségard l'avait annoncé. Une nouvelle assemblée doit avoir lieu aujourd'hui pour discuter de la suite à donner au mouvement.

Correspondant



CORRESPONDANTS, LECTEURS... toutes les informations sur la sécheresse, la situation des agriculteurs, les anecdotes, les perles que prodiguent libéralement les préfets et autres « responsables », nous intéressent. Des photos peuvent être aussi bienvenues. Dans notre local climatisé (hem?), vous pensez bien qu'on se rend pas compte...

Le jour où les vaches ont ri dans les étables



« Dieu attend peut-être la foi de notre invocation filiale pour rendre l'équilibre aux saisons, la fécondité de la terre, le courant aux rivières, le rafraîchissement à la soif des vivants. Prions donc pour que l'eau désirée recommence à couler sur le sol aride. » (Paul VI, le dimanche 4 juillet).

ils sont fous ces romains !

Une conférence de presse de la CFDT

- Diminuer le temps de travail
- Développer l'emploi
- Lutter contre la speculation

La CFDT a tenu avant-hier une première conférence de presse au sujet des conséquences de la canicule.

Insistant avant tout sur la dégradation des conditions de travail, la fatigue, les risques d'accident; elle a cité la métallurgie en exemple de lutte. Ainsi, à la SAF les travailleurs ont obtenu 40 minutes de pause par jour durant lesquelles les installations sont arrêtées, et l'embauche d'un travailleur supplémentaire sur huit. Les travailleurs de la SOLAC sont en grève depuis samedi pour obtenir les mêmes avantages. A l'EGF Paris, les travailleurs ont obtenu 30 minutes de réduction du temps de travail, mesure qui a dû ensuite s'étendre à tout l'EGF.

Par contre la CFDT a signalé le cas des tours, comme la tour Paris-Lyon où la climatisation est arrêtée depuis le 11 juin, où les fenêtres ne s'ouvrent pas, et où par conséquent se développe la claustrophobie (3 à 4 évacuations par jour).

Contre les tentatives des patrons pour faire passer les « horaires variables », la CFDT propose des négociations entre les syndicats et le patronat dans les entreprises et à l'échelle nationale.

Dans l'agriculture, pour le gouvernement ce ne sont que les exploitants qui sont touchés, alors que les 800 000 salariés connaissent des conditions de travail déplorables

(la nuit - par exemple dans le centre où la moisson est interdite de jour - ou en plein soleil) ou risquent la réduction d'horaires, l'amputation du salaire, comme dans toutes les industries en aval de l'agriculture (conserveries alimentaires...). « D'ailleurs tous les paysans ne sont pas touchés, les plus gros notamment, ainsi il n'est pas question pour nous d'un soutien à tous. Le critère doit être le nombre d'emplois dans l'exploitation et non des primes à la vache ». La CFDT en réponse à Chirac affirme « le soutien ne doit pas être pris seulement sur le budget national mais aussi sur certaines entreprises, qui ont le plus profité de la situation ». Enfin la CFDT met en garde contre la spéculation qui va sûrement se développer sur les semences des cultures d'arrière-saison.

Avec la baisse de la production électrique, on risque à la rentrée d'assister à des coupures de courant « que le pouvoir fera certainement supporter aux particuliers », les actuelles importations de courant n'y feront rien, de même la pénurie d'eau deviendra alors dramatique... Alors pourquoi - conclut la CFDT - le gouvernement minimise-t-il la catastrophe? Peut-être pour sauver la saison touristique, pour faire des économies et continuer de faire suer les travailleurs...

P.V.

Tour de France

Hier, journée de « repos »

PAR LE SANG ET LES LARMES (Cinéma, couleurs)

Le Tour s'est arrêté pour 24 heures à Port Barcares. C'est ce qu'il est convenu d'appeler « une journée de repos ». Dire que le choix se justifie dans l'intérêt des coureurs, serait abusif. Pourquoi sinon deux étapes de ce type à trois jours d'intervalle, la précédente ayant été la grande station thermale de Divonne-les-Bains ? Pour un coureur en effet, une journée de repos agit souvent en sens contraire. Sans transition après les éprouvantes étapes de montagne de ces derniers jours, son organisme va être mis en décompression, alors qu'il a été soumis à des rythmes démesurés. Ce qui n'est pas douteux par contre, c'est que Port Barcares, rallié pour la cause en avion (l'étape précédente s'arrêtant à Manosque) fait partie des villes promotionnées dans le cadre de l'aménagement du Languedoc-Roussillon. Ville qui à l'instar de la Grande Motte les années précédentes, a bien besoin de publicité pour répondre aux prévisions des scandaleuses opérations immobilières du clan Giscard. Outre la publicité, le gain pour Port-Barcares sera de bénéficier de l'apport financier de près de 2 000 suiveurs, qui, comme il est de tradition fréquentent assidûment restaurants, casinos, boîtes de nuit et autres. Quant aux coureurs, tâcherons du spectacle, ils subiront « noblesse de sport oblige » les rigueurs monacales du planning journalier. La plupart essayeront de raccomoder un moral et un physique passablement entamés.

Car les étapes de montagne, vous n'en voyez sur vos écrans que les phases les plus attrayantes. L'allure aérienne d'un Van Impe ou d'un Zoëtelmeck à travers les forêts de mélèzes de l'Isard ou parmi le gigantesque cirque d'éboulis de la « casse déserte » concourt à offrir un certain plaisir visuel à des milliers de spectateurs. Et dans les descentes dévalées à 70km/h, quand les voitures suiveuses ont du mal à négocier les épingles à cheveux, l'administration joue sur l'identification des espoirs et des craintes de « ceux qui ne sont rien ». Le souvenir des spécialistes du genre, les Geminiani, Favero, Aimar, Merckx « déboulant » à 90 à l'heure sans visibilité dans les brumes, réflexes parfaits, audace raisonnée, vue rapide, emprunte au mystère. Des moments où le barnum-circus n'existe plus, des instants qui, focalisés sur des individus et eux seuls, ont créé les véritables racines du mythe de l'épreuve.

Spectacle hors du commun dont l'impact n'a précisément du fait qu'il garde comme référence l'étalon de souffrances et de risques que chacun d'entre nous peut comprendre. Car ce qui est en filigrane derrière « l'exploit » c'est la chute dans le ravin à éviter à tous instants, c'est la boue, l'orage, le froid, autant d'obstacles qu'il faut franchir sans perdre une once de lucidité. Ce sont ces cols de première catégorie aux lacets interminables, ces pentes à 12, 15 % où l'on « on explose », ces

accélération qui tirent les muscles et souvent les jambes lourdes « comme du plomb ». Et ce sont dans l'anonymat des arrivées abandonnées par la foule, la sentence de la voiture-balai ou des délais de course comme pour Michel Laurent.

Au cours de l'étape Alpes d'Huez-Mont Genève les chutes furent nombreuses. André Romero n'est plus que plaies et bosses, Gut-terrie, Laurent, Thévenet ont frôlé la catastrophe. Patrick Perret, le plus jeune de l'épreuve, est tombé une fois. Il est reparti en chancelant, il a manqué un virage et chuté une seconde fois, restant KO sur le sol. Souffrant de nombreuses contusions sur le côté droit, il refusa de repartir. Alors son directeur jouant de son autorité le remit sur son vélo. Le même, De Gribaldy, qui commentait un peu plus tard : « Il est jeune. De notre temps, il n'y avait pas d'ambulance, on ne pensait pas à attendre le médecin. On se remettait en selle et c'est après que l'on s'auscultait, en roulant, pour faire le décompte des bosses ».

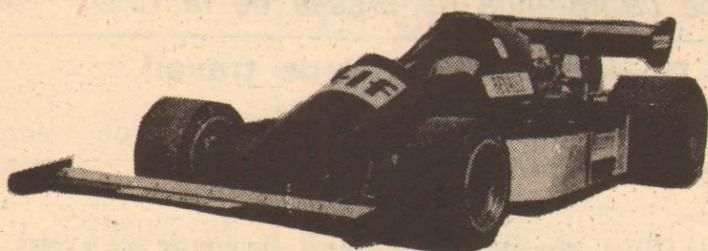
En 1960, dans la descente de Perjuret, ce fut Roger Rivière qui passa par dessus la bordure de pierre. Ramassé en loques, au fond du ravin, il demeura paralysé, s'adonna à la drogue, brisé à jamais. Il vient de mourir oublié. En attendant que les firmes érigent un monument : « Aux victimes du Tour, le capital reconnaissant ».

Frank Tenaille



AUTOMOBILE : APRES LE GRAND PRIX DE FRANCE DE FORMULE 1

UNE FORMIDABLE ENSEIGNE PUBLICITAIRE.



Ce week-end s'est tenu à Castellet, près de Toulon, le 62^e Grand Prix de France de formule 1.

Aujourd'hui, le sport automobile, à son niveau le plus sophistiqué n'existerait pas sans la publicité. L'investissement nécessaire pour ces voitures et leur entretien (un ou deux essais suffiraient largement pour couvrir la souscription de Rouge) est beaucoup plus élevé que

toutes les primes (elles-mêmes pourtant élevées) distribuées à chaque course et a imposé aux constructeurs la rentrée de la publicité pour maintenir leurs profits.

Ainsi a-t-on assisté depuis 68 à la prolifération de la publicité sur les voitures de course. Celles-ci sont devenues de véritables panneaux publicitaires entretenus avec amour :

il n'y a pas un arrêt au stand sans qu'un mécanicien se précipite sur un

chiffon et du produit nettoyant pour enlever les insectes écrasés. (Vous n'imaginez pas First national city bank recouverte de mouches mortes !). Les plus envahissants de ces panneaux publicitaires sont ceux sur lesquels existe une réglementation et qui trouvent là le moyen de s'infiltrer clandestinement sur les écrans. Ce sont essentiellement les cigarettes (Malboro, Gitanes...) et l'alcool (Martini...) mais on commence à voir apparaître les préservatifs (Durex) et les journaux de sexe (Penthouse). Dans ce dernier cas, le lien entre la voiture de course et la femme-objet, caractéristiques du mâle dominant est on ne peut plus net.

Certains, pour éviter toute limitation (en Allemagne, les voitures doivent enlever les stickers portant les noms de marque de tabac) ont

tout simplement racheté la marque de voiture qui leur sert de support. Ainsi, Lotus est devenu John Player Spécial et quand les frères Fittipaldi ont construit leur propre voiture, elle fut immédiatement baptisée Copersugar, du nom d'une société de canne à sucre qui finance par ailleurs, selon le Sunday Express, des groupes fascistes au Brésil.

Les mentalités sont, par ailleurs, pour le moins réactionnaires. Jody Scheckter, pilote sud-africain blanc qui vivait en Espagne a décidé, après la mort de Franco, d'aller vivre à Monaco, la situation dans la péninsule commençant à l'inquiéter...

Il faut dire que rares sont les pilotes d'origine ouvrière dans le sport le plus investi par l'argent. Ce sont en général des enfants de la bourgeoisie, fils d'industriels, de joailliers, de professions libérales, de propriétaires terriens. Néanmoins, ils se divisent en deux catégories : il y a ceux qui doivent tout faire pour arriver au sommet et sont prêts à payer très cher leur ascension (plusieurs millions d'anciens francs pour la location d'une voiture un week-end) et ceux qui, arrivés au sommet, sont largement rétribués. La presse sportive s'est largement fait l'écho du contrat annuel entre Emerson Fittipaldi et Copersugar : 1 milliard d'AF.

Vamps

Au côté des pilotes, ce sont aussi leurs femmes et compagnes que l'on voit de circuit en circuit, accoutrées comme des vamps, objets de l'adulation des foules au même titre que leurs maris, qui consacrent l'image de « belle fille » repos du guerrier fatigué. Ce week-end, par exemple, il était particuliè-

rement choquant de voir Stuck, un jeune pilote allemand, étalé de tout son long, peloter sa petite amie sous le nez des photographes, alors qu'à côté, les mécaniciens avaient à peine la place pour changer un moteur cassé. La phalocratie est d'ailleurs partout présente dans ce milieu qui n'avait pas vu d'un bon œil l'arrivée de Lella Lombardi seule femme pilote à ce niveau et qui fut en 1975 utilisée comme un objet publicitaire (année de la femme oblige).

Les mécaniciens, quant à eux, même s'ils sont des sans-grades par rapport aux pilotes, n'en sont pas pour autant des prolos. Biens payés, triés sur le volet, ils n'ont rien à voir avec les mécanos de chez Renault !

Concentré de capital

La formule 1, c'est le monde capitaliste concentré :

- rivalité entre industriels : pour rupture de contrat, Mo Nunn, le constructeur d'Ensign, s'est vu enlever sa voiture au profit de HB, son « sponsor » qui a ainsi formé sa propre écurie.

- faillites frauduleuses : Lord Hesketh qui se faisait appeler « le Patron » comme Bugati avant-guerre, a oublié de payer ses employés en 75, et est activement recherché par le fisc anglais.

- la concentration et les monopoles : Good Year (pneus), Koni-ITT (amortisseurs), Champion (allumage) détiennent quasiment le monopole sur leurs domaines respectifs par élimination de leurs concurrents.

Le « grand cirque » de la Formule 1, comme ils disent, sent plutôt la ménagerie mal entretenue ou chacun est un loup pour son voisin.

Correspondant Grenoble

Tabarly paie ses dettes

Tabarly à Antenne 2, Tabarly chez Chirac, Tabarly en pub UAP sur des pages entières du Monde..., Tabarly partout, y en a marre ! Edgard Faure est content parce que Tabarly « nous a donné une leçon de silence » ; Chirac, lui, c'est parce que Tabarly, « à partir du moment où on a su qu'il était arrivé, toute l'actualité a été balayée et c'est reconfortant ».

Tabarly, c'est le courage, la force, la virilité, les mains crevassées, la solitude, le silence, la simplicité, l'endurance... la France, en un mot toutes les qualités que devrait avoir un

travailleur dans une société capitaliste et patriarcale. Quelle aubaine ! Ça mérite bien une Légion d'Honneur, ce que Giscard par une décision spéciale vient de lui accorder.

L'autre face du mythe Tabarly, c'est son côté « amateur », système D, pas intéressé par l'argent, et tout, et tout... A l'opposé de l'affiche publicitaire flotante et entièrement électronique qu'est le bateau de Colas. Pourtant que fait Tabarly aussitôt pied à terre ? Eh bien, il se vend ! Il se vend à Europe 1, à UAP « ...C'est beau le sport !



Le printemps des bonnets rouges

L'animation théâtrale estivale de province n'est pas qu'Avignon. A Riom, près de Clermont-Ferrand aura lieu jusqu'au 11 juillet « Les Huitièmes journées du théâtre de plein air », à l'initiative de l'Atelier théâtral riomois (ATR). Une troupe clermontoise, le TUC (théâtre universitaire de Clermont) présentera de son côté *Dom Juande Molière*.

L'ATR, troupe amateur dont une des préoccupations de recherche est d'inscrire son jeu théâtral dans une vision critique et socialiste, a déjà à son actif de nombreuses réalisations : Shakespeare (Richard III, Le Songe d'une nuit d'été), J.Hasek, Witold Gombrowicz (Yvonne, princesse de Bourgogne), Aristophane (La paix), Neruda (Splendeur de Joaquim Murieta, jouée en juillet 74 en hommage au peuple chilien).

Cette année est présenté *Le printemps des Bonnets rouges* de Paul Keineg, chronique poétique déjà célèbre, qui relate les épisodes de la révolte des paysans bretons dans la France de Louis XIV, en 1675.

Chassée de l'histoire des manuels, ignorée des enseignements officiels, mais toujours présente dans les mémoires populaires bretonnes, la révolte des Bonnets Rouges fut parmi les soulèvements les plus fameux de l'Ancien Régime - et les plus férocement réprimés.

En 1675, Louis XIV serait presque le maître de l'Europe. Sa soif de force guerrière ne tolère pas la résistance de la Hollande « misérable petite république de marchands calvinistes ». Pour financer la campagne militaire, il fait décider la levée de trois nouveaux impôts : établissement du papier timbré, monopole du tabac et marque de la vaisselle d'étain. Ces trois taxes poussèrent le mécontentement des masses jusqu'à cette colère désespérée d'où jaillit la révolte.

En plein « tragique » XVII^e siècle, après Bordeaux, Rennes et Nantes sont en effervescence : la révolte contre le papier timbré est née. La sédition gagne aussitôt la Basse Bretagne qui, dans l'été, est à moitié contrôlée par

les paysans révoltés : les Bonnets Rouges passeront désormais à l'histoire.

Leur révolte sera radicale et volontaire : des compagnies de paysans attaquent les châteaux, forçant les seigneurs à résilier leurs privilèges devant notaire ; un Conseil militaire et des Assemblées paysannes codifient leurs revendications dans un « Règlement », un code Pesovet (quoi de bon) et la « Requête de la populace de cette révolte ». La prise du pouvoir politique et social par les paysans pendant quelques jours avec appropriation des terres, *communia bona*, sera une des premières manifestations d'organisation du pouvoir populaire sous l'ancien régime.

C'était là la raison qui fit que l'histoire officielle bourgeoise et ministérielle oubliât un épisode qui porte souillure au plumage du Grand Siècle et ainsi dépossédât les classes populaires de leur histoire. C'est aussi la raison pour laquelle P.Keineg tente une restitution par le biais du spectacle théâtral de ce qui appartient aux paysans bretons : leur révolte contre l'ignominie du régime seigneurial survivant d'une féodalité à l'agonie.

L'opposition du maître et du rebelle, du pouvoir et du peuple, est un thème théâtral et politique au cœur de la recherche du Jeune Théâtre. L'ATR a saisi l'occasion avec le Printemps... de Keineg, d'élargir les dimensions politiques du spectacle historique et d'établir un rapport actif au passé. Un passé de 300 ans très proche de nous. *DOM JUAN*, par le TUC, jeudi 8 et vendredi 9 juillet

Le printemps de bonnets rouges, par l'ATR samedi 10 et dimanche 11 juillet A 22 heures au stade Dumoulin à Riom (P.D.E.C.). Entrée : 10F.

Correspondant.



LE PRINTEMPS DES ABONNES ROUGES

SOUSCRIPTEURS ON DEMANDE

ANCIEN TOTAL	271 742,00	Militants et sympathisants	
T.J. Meylan	20 000,00	Ecole Normale Livry Gargan	1 000,00
Lecteur Rouge 17 ^e	20,00	G.T. ORTF	1 260,00
R.P. Paris	70,00	G.B. Paris	100,00
G.T. Semois sur Seine	100,00	M.D. Lille	1 000,00
P.C. Perpignan	500,00	A.J. St-Germain en Laye ..	100,00
Souscription Nantes	600,00	Section LCR Carcassonne ..	700,00
G.T. PTT Paris RP	300,00	G.B. Le Mesnil Esnard	100,00
G.T. Paris PTT 16	250,00	NOUVEAU TOTAL	297 842,00

télévision

TF 1

12.30	Midi première
13.00	Journal
13.35	Programmes régionaux
13.50	Tarzan
15.00	Tennis : coupe Davis
18.15	Pour les jeunes
19.00	Ces animaux qu'on appelle des bêtes
19.20	Actualités régionales
19.40	Les formations politiques
	L'UDR
20.00	Journal
20.30	Nick Verlaine
	Nouveau feuilleton style bandit au grand cœur qui vole les riches pour donner aux pauvres, son copain Jack Rimbaud n'a pas été admis dans l'épisode.
21.30	L'événement
	Magazine d'actualité. D'habitude, on ne sait pas à l'avance de quoi ça va parler, mais nos espions nous disent que ce sera de la sécheresse.
22.30	Tour de France
22.45	Jazz
	Count Basie à Juan les Pins en 1975.
23.15	Journal

A 2

13.35	Programmes régionaux
14.00	Les après-midi d'Antenne 2
16.05	Tour de France
19.20	Actualités régionales
20.00	Journal
20.30	Fantomas se déchaine
	Film français d'André Hunebelle de 1964
	Nul. Un type qui s'appelait Feuillage avait fait des <i>Fantomas</i> , des chefs d'œuvre, dommage.
22.05	Roma la rose
	Un portrait de Rome, purement touristique hélas. Roma e rossa.
22.55	Journal

FR 3

18.45	Pour les jeunes
19.05	Programmes régionaux
19.20	Actualités régionales
19.40	Tribune libre
	Aide à toute détresse
19.45	Flash journal
20.00	Vingt heures en été
20.30	Cinéma d'hier
	La bataille, film français de Nicolas Farkas de 1933.
	Pour être d'hier, c'est d'hier, c'est d'ailleurs le seul intérêt du film.



DES INEDITS DE JACK LONDON

« Ce que pour moi la vie signifie »

(2)

Tant pis pour ces visions d'avenir ! A l'âge de seize ans je méritais déjà le titre de « prince ». Mais il m'avait été décerné par un gang de coupe-jarrets et de voleurs, qui m'appelaient « Le prince des pirates de l'huître ». Dès cet instant, j'avais gravi le premier échelon de l'échelle des affaires. J'étais un capitaliste. J'étais propriétaire d'un bateau et d'un matériel complet de pirate de l'huître. J'avais commencé à exploiter mes semblables. J'avais un équipage d'un homme. En ma qualité de capitaine et de propriétaire je prenais les deux tiers du butin, j'en donnais à l'équipage un tiers, bien que cet équipage ait travaillé exactement aussi durement que moi, et ait tout autant risqué sa vie et sa liberté.

Je ne gravais pas plus haut que ce degré unique l'échelle des affaires. Une nuit j'ai effectué un raid sur les pêcheurs chinois. Les cordages et les filets valaient des dollars et des cents. C'était du vol, je le reconnais, mais c'était précisément l'esprit du capitalisme. Le capitaliste s'empare des possessions de ses semblables au moyen

d'un rabais, d'un abus de confiance, ou bien en achetant des sénateurs et des juges devant le Cour suprême. Seulement je n'y mettais pas des formes. C'était la seule différence. Je me servais d'un revolver.

Mais cette nuit-là, mon équipage était composé de ces hommes inefficaces contre lesquels le capitaliste a coutume de fulminer parce que, en vérité, ils augmentent les dépenses et diminuent les dividendes. Mon équipage avait les deux défauts. Quant à son absence de soin, elle était telle qu'il mit le feu à la grande voile qui fut complètement détruite. Il n'y eut pas le moindre dividende cette nuit-là, et les pêcheurs chinois s'enrichirent des filets et des cordages que nous n'avons pas pris. J'étais en faillite, car j'étais absolument incapable de payer les soixante cinq dollars qui auraient été nécessaires à l'achat d'une voile neuve. Je laissai mon bateau à l'ancre et partis à bord d'un bateau de pirate de la baie opérer un raid sur le Sacramento. Pendant ce voyage, un autre gang de pirates de la baie fit un raid sur

mon bateau. Ils s'emparèrent de tout, même des ancres ; et par la suite, quand je récupérai la coque, partie à la dérive, je la vendis pour vingt dollars. J'avais glissé de l'unique échelon que j'avais réussi à gravir, et je n'ai jamais plus essayé de monter à l'échelle des affaires.

A partir de ce moment j'ai été exploité sans merci par d'autres capitalistes. J'avais les muscles, ils en tiraient de l'argent tandis que je n'en tirais moi-même que des moyens d'existence très médiocres. J'étais matelot devant le mât, débardeur, manoeuvre. Je travaillais dans des usines de conserves, des fabriques, des blanchisseries ; je tondais des gazons, nettoiais des tapis, lavais des vitres. Et je n'obtenais jamais le produit intégral de mon labeur. Je regardais la fille du propriétaire de l'usine de conserves, dans sa voiture, et je savais que c'était en partie mes muscles qui contribuaient à faire avancer cette voiture sur ses roues caoutchoutées. Je regardais le fils du propriétaire de la fabrique, qui se rendait à l'université, et je savais que

c'étaient mes muscles qui contribuaient, en partie, à payer le vin qu'il buvait et les distractions qu'il prenait avec ses camarades.

Mais cela ne m'inspirait aucune rancœur. Tout cela faisait partie du jeu. Ils étaient les gens forts. Très bien, j'étais fort. Je me fraierais un chemin pour trouver une place parmi eux et tirer de l'argent des muscles des autres hommes. Le travail ne me faisait pas peur. J'adorais le travail pénible. Je m'y plongerais et travaillerais plus dur que jamais et je ne tarderais pas à devenir l'un des piliers de la société.

Et à ce moment précis, comme par chance je trouvais un employeur qui était dans le même état d'esprit. Je désirais travailler, et il allait plus loin encore que de désirer me faire travailler. Je croyais que j'apprenais un métier. En réalité j'avais remplacé deux hommes. Je croyais qu'il était en train de faire de moi un électricien ; en fait, je lui faisais gagner cinquante dollars par mois. Les deux hommes que j'avais remplacés recevaient chacun quarante dollars par mois ; je faisais leur

travail à tous les deux pour trente dollars par mois.

Cet employeur m'a presque tué de travail. Un homme peut aimer les huîtres, mais trop d'huîtres le détourneront de ce régime particulier. De même avec moi. Trop de travail m'écoeurait. Je ne voulais plus entendre parler de travail. Je fuyais mon emploi. Je devins un vagabond, je mendiais de porte en porte le moyen de continuer mon chemin, j'étais dans tous les Etats-Unis, en suant sang et eau dans les taudis et les prisons.

J'étais né dans la classe laborieuse et à l'âge de dix-huit ans, je me trouvais en-dessous de mon point de départ. J'étais dans la cave de la société, dans les profondeurs souterraines de la misère dont il n'est ni plaisant, ni convenable de parler. J'étais dans la fosse, les abîmes, la fosse d'aisance humaine, les abattoirs et le charnier de notre civilisation. C'est la partie de l'édifice de la société que la société choisit d'ignorer. Le manque de place m'oblige ici à l'ignorer aussi, mais je dirai seulement que ce que j'ai vu là m'a causé une peur terrible.

(à suivre)



Quand la « cour de récréation » de l'Europe est en colère

« TOURISTE, FAIS GAFFE ! »

« Touriste fais gaffe ». Cette inscription que tu vois à travers les vitres de ta bagnole surchauffée, c'est celle des débuts du mouvement occitan, ses balbutiements d'il y a quelques années. Mais tu aurais tort de ne pas la prendre au sérieux.

Non pas que derrière un platane on cherche à avoir ta peau, mais dès que tu auras mis les pieds dans la mer, tu comprendras vite ton malheur. D'abord, tu sera surpris : ici, il n'y a pas plus de sécheresse que d'habitude, et il fait beaucoup moins chaud que dans ton nord étouffant ; la preuve, la nuit, si tu ne camps pas au bord de l'autoroute, tu dors ! Occupé que tu es à humer l'air du large, tout d'un coup tu te rends compte que ça pue. Ce n'est rien que les étangs qui meurent avec leur dizaines de milliers de poissons et d'anguilles crevés, la gueule ouverte !

Tu as choisi, par hasard, de venir à Palavas-les-flots. Oui, ça existe. Il y a quelques années quand on voulait parler d'une plage populaire, celle des « congés payés », on disait Palavas. Et même qu'il y avait un petit train à vapeur - très chouette - qui allait de Montpellier à Palavas et se transportait allègrement ses 5 000 personnes par jour. Aujourd'hui on a fait la queue pendant deux heures en bagnole, en plein cagnard ; la loco n'est plus qu'une relique rouillée.

Et puis ça ne s'appelle plus Palavas les flots, mais pue-la-vase-les-égouts. Car comme le dit le très sérieux « institut des pêches maritimes » de Sète, « on peut considérer que le lez (qui arrose Montpellier puis Palavas) a perdu toutes les caractéristiques d'une rivière pour se transformer en un vaste collecteur d'égouts ». La source du lez (renforcée par l'eau du Rhône) alimente Montpellier et son cours reçoit toutes les merdes des 220 000 habitants de Montpellier, y compris leurs hopitaux. Alors autant dire qu'ici, sécheresse ou pas, les bords du c'est pas les eaux de Vichy !

Ah pardon, paraît qu'il y a une station d'épuration prévue pour 50 000 habitants. De plus, ce n'est qu'une station « primaire par décanation » c'est dire qu'elle ne touche pas à la pollution bactérienne !

200 000 colibacilles

En 74, Montpellier a obtenu le ruban bleu de la « qualité de la vie » ; toutes ses merdes, celles des abattoirs, celles des hopitaux se déversent telles quelles dans le lez !

Alors, inutile de dire qu'on trouve 220 000 colibacilles (avec des pointes de 46 millions) et 10 000 streptocoques fécaux (avec des pointes de 10 000) par litre d'eau de mer sur la plage de Palavas. Selon l'OMS 2 000 colibacilles seulement rendent les eaux impropres à la baignade ! Ces chiffres sont donnés à partir de 35 prélèvements. Mais comme le dit le maire Giret (le pharmacien républicain indépendant de Palavas) la baignade n'est pas interdite : « malgré les rumeurs, on peut se baigner à Palavas, il n'y a aucune interdiction » (pardi, c'est lui qui prend l'arrêté d'interdiction !).

Mais, aujourd'hui, quand tu te trempe d'as de fortes chances de ressortir avec des cloques et des pustules sur la gueule, dans la bouche, avec des abcès aux oreilles. On ne compte plus les gosses « infectés ». Un toubib reconnaît qu'une fois sur deux les prélèvements révèlent un taux de

pollution bactériologique supérieur aux normes en vigueur.

Inutile de te dire qu'on trouve sur la côte un taux de 188,4 hépatites virales (pour 100 000 habitants) contre 136 dans le reste de la France, de 24 fièvres typhoïdes contre 4, de 338 dermatites suppurées contre 268, de 825 urticaires contre 434 et de 7,3 abcès au poumon contre 4,8. Tout ça, c'est pas grave, puisque un baigneur ne boit que 50ml d'eau par bain. On ne compte plus les saloperies infectieuses qui sont attrapées mais réjouissons nous « la syphilis est incapable de vivre en milieu marin » ! Comme le dit le maire : « mais je répète qu'il n'y a pas de raison pour l'instant de s'alarmer outre mesure et de dramatiser ».

Allez, tu viens prendre un bain !

baignades du « Rhône à Sète » ! La presse locale, ainsi que les diverses autorités municipales s'entendent pour rassurer : on ne va quand même pas compromettre la saison pour si peu ! *Le Midi Libre*, le « monopole local de l'information » lance 4 pages quotidiennes « spécial-vacances » et laisse entendre que les rumeurs de pollution sont « véhiculées par les espagnols » qui cherchent à prendre leur revanche d'une mauvaise saison l'an dernier !

Et puis, la pollution c'est aussi ce que tu bouffes : une grande campagne de « promotion de coquillages » qui sont si bons pour tout le monde (nutritifs et tout) : mais ce qu'on ne te dit pas, c'est que les bactéries remontent « la chaîne alimentaire » par plancton inter-

détourner le fleuve local (un bien petit fleuve) dans l'étang !

Des pêcheurs en colère

Dimanche 4 juillet l'évêque a du rembarquer ses mitres, le maire son écharpe et le député ses discours. La « Fête de la Mer » sorte de « pardon » local n'a pas eu lieu : les pêcheurs à l'appel de leur section CFDT ont barré le port. Sautant de barque en barque les correspondants de Rouge sont allés les écouter, et ils leur ont dit plein de choses.

D'abord qu'ils crèvent. Les patrons-pêcheurs, ils vont sur l'étang pêcher l'anguille, la geole, le muge et quelques fois en mer (quelques-uns) pour la sardine, le mulet, etc... En dix ans, c'est la

La malaïgue remonte

La malaïgue, c'est les « eaux rouges », des algues qui se développent et bouffent tout l'oxygène de l'eau. La malaïgue, c'est les « eaux rouges », des algues qui se développent et bouffent tout l'oxygène de l'eau, faisant crever les poissons. Les raisons : la chaleur, bien sûr, mais surtout la pollution organique, car l'algue rouge a besoin d'un terreau pour se développer : il est fourni par les étangs qui sont devenus de véritables « bassins de décanation » pour les villes et villages des environs. L'an dernier, la Malaïgue a tué presque tous les poissons, vers la mi-août. L'institut des Pêches, très scientifique, a assuré qu'elle ne pouvait pas venir deux années de suite. Or aujourd'hui, dès la fin juin, la malaïgue remonte, dans tous les étangs alors qu'il n'y avait que quelques « points » : pour les pêcheurs, il n'y a qu'un seul responsable la pollution des étangs. Les accès à la mer sont ensablés, on se refuse à recréer les étangs, les apports d'eau douce nécessaires au poisson ne sont que des apports de pollution ! Très peu de villages ont des stations d'épuration.

Comme le dit le délégué CFDT « l'écologie rejoint le politique », ce qu'il faudrait c'est donner la priorité au développement de la pêche et non au tourisme, pour repeupler le milieu : « la pêche est créatrice d'emplois » font que le tourisme n'a besoin que de figurants pour faire « couleur locale ». L'an dernier la malaïgue a tué toute ressource pour les pêcheurs, on leur a octroyé 1400 F. par mois, mais avec les charges il ne leur est resté que 900 F. pour faire vivre une famille ! Et cette année, aucune subvention ne sera accordée alors que « des jeunes se sont équipés » !

L'an dernier, le Maire de Palvas avait organisé un barrage symbolique d'une heure, pour attirer l'attention des pouvoirs publics, mais les pêcheurs étaient venus déverser des tonnes de poissons crevés devant la Mairie de Montpellier. Aujourd'hui, barrant le port ils disent : « si Giret récupère ce barrage, il ne nous restera plus que la dynamite » !

Ce qu'il y a d'important, aujourd'hui, c'est que la lutte contre la pollution n'est plus la seule affaire des mouvements écologiques ; mais qu'au contraire, ce sont les professionnels qui la prennent en charge. La lutte des pêcheurs est soutenue par le Comité d'Action Viticole, les mouvements écologiques ; elle est soutenue aussi par la population et par bon nombre de vacanciers.

Le « bronze cul » bouge

Pour ces derniers, la pollution, c'est aussi l'entassement dans les campings, l'absence d'équipements. C'est aussi la hausse des prix considérable sur la côte, des loyers comme des biens alimentaires.

Sous leurs parasols, les touristes s'inquiètent. La « rumeur publique » colporte des bruits étranges. Ce sont aussi des bruits de luttes, quand les « figurants » en ont assez et le font savoir. Quand la « cour de récréation de l'Europe », le « bronze cul », commence à bouger, des viticulteurs aux pêcheurs, des étudiants aujourd'hui en tôle aux ouvriers, les « pouvoirs publics » et les marchands de soleil ont tout à craindre.

C. Sullivan



de notre correspondant à Montpellier

De toutes façons, comme dit la revue d'Epidémiologie de 1975 : « la plus forte densité de stations infectées semble pouvoir être localisées à la plaine viticole du bas-languedoc. » ; trois cours d'eau qui arrosent sur toute la côte en sont les vecteurs : l'Orb, l'Hérault et le Lez.

Touriste, t'as pas intérêt non plus à rester sur le sable : sans compter les merdes des chiens, le sable est lui aussi fourni en germes bactériens. Si tu as des cloques ou des pustules, on te dira que c'est un grand coup de chaleur... De toutes façons, mon bon monsieur « si le Lez est effectivement très pollué jusqu'à son débouché dès qu'il arrive en milieu marin, la salinité et le soleil ont fort heureusement un grand pouvoir d'auto-épuration » (dixit le maire encore). C'est pour cela que le cher homme a fait construire une digue à l'embouchure de la rivière (pour construire un port de plaisance) qui dévie les eaux du dit Lez le long... de la plage rive gauche !

Alors si t'as pas les moyens de te payer une « casserole » comme disent les pêcheurs pour te baigner au large, fais gaffe !

Pour tout dire, le maire de Palavas, c'est le responsable départemental des R.I et celui de Montpellier le responsable régional et national, alors entre frères on va quand même pas se disputer, non !

Compromettre le saison ? Jamais !

C'est toute la côte qui est polluée et l'on parle d'interdire les

posés et se retrouvent sur ta table ! Certains connaisseurs de moules conseillent de manger ces temps-ci de manger de la viande.

Et les stations nouvelles ? des modèles anti-pollution ? Tu parles ! A la Grande Motte, le truc de Pompidou construit dans un fief du PS et aujourd'hui municipalité « indépendante UDR », s'il y a une station d'épuration, tous les bateaux qui mouillent dans le port avec leurs badges « sauvons la mer » déversent leurs merdes directement dans la flotte, et là il n'y a pas de courants marins, d'autant plus que l'on va

moitié des pêcheurs qui ont disparu et aujourd'hui les jeunes se battent. La sardine, on leur achète 1 F le kilo, l'anguille à 4 F, le mulet à 2,50. Le même prix depuis 10 ans alors que le coût de la construction navale augment de 20 % et le prix des filets de 200 % ! Mais, ce q qui est catastrophique pour eux c'est l'épuisement du milieu (de 70 à 75 la pêche à l'anguille est passée de 1100 tonnes à 250 tonnes) Des espèces disparaissent, par exemple l'anguille blanche « celle qui remplace son estomac en organe génital » pour la reproduction !

C'est encore la dénoctation du « tourisme avec son cortège de spéculation qui fait que les couches populaires ne peuvent se maintenir » Frais de production énormes (chargessociales, inscription au rôle), pêche semi-industrielle, plaisanciers et réalisations touristiques, une convergence de faits qui tuent la pêche traditionnelles » !

Mais ce qui inquiète le plus les pêcheurs, et qui motive la mobilisation actuelle es la pollution chimique et bactérienne qui contribue à l'épuisement du milieu. C'est le cercle vicieux, pour tenir tu pêchais du poisson, maintenant il faut des moyens considérable, mais plus tu accrois l'effort de pêche, plus tu épuises le milieu, « avant tu calais 10 filets, maintenant tu en cales 12, 15, 20 ; les mailles se font plus petites, et tu ne ramasses plus que des anguilles minuscules comme un crayon. L'anguille ne grossit plus, elle est intoxiquée complet ; les pêcheurs s'assassinent eux-mêmes en ce moment parce qu'ils ne peuvent pas faire autrement.

A ceux qui passent par là...

Il y a à Montpellier une librairie « critique et différente », lieu de rencontre pour les militants et touristes politiques et critiques... Elle s'appelle la Brèche, loge 34 rue de l'Université et a un téléphone : 72 95 37.

On y trouve tous les bouquins sur le mouvement ouvrier, la théorie politique, les écrits et œuvres sur la critique de la vie quotidienne, l'art, l'urbanisme et les sciences sociales. Et bien sûr tous les bouquins du mouvement de libération des femmes. Des romans, des bandes dessinées... Et puis, si vous voulez tout savoir sur ce qui se passe dans la région, l'Occitanie, les mouvements viticoles et paysans, vous pouvez vous tuyaouter en passant... à la Brèche.